

ARRETE PLACANT M _____, EN CONGE DE PATERNITE

* * * * *

Le Maire, (ou Le Président) de _____,

- VU la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 57, 5^{ème} alinéa ;
- VU la loi N° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la Sécurité Sociale pour 2002 ;
- VU le décret N° 2001-1352 du 28 décembre 2001 relatif au congé de paternité des assurés relevant du régime général et modifiant le code de la Sécurité Sociale ;
- VU la demande de M _____ en date du _____ par laquelle il sollicite l'attribution du congé de paternité pour la période du _____ au _____ ;
- VU le certificat médical en date du _____ fixant la date présumée de l'accouchement au _____ ;

OU

- VU l'extrait d'acte de naissance ou la copie du livret de famille ;
- VU la situation administrative de M _____, (grade) _____, classé au _____ème échelon de l'échelle _____ de rémunération depuis le _____ ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : A compter du _____, M _____, _____ (grade), titulaire, est placé en congé de paternité pour une durée de 11 jours, soit jusqu'au _____.

ARTICLE 2 : Durant cette période, M _____ percevra son plein traitement.
(la rémunération de l'agent autorisé à exercer ses fonctions à temps partiel, est rétablie à plein traitement pendant la durée du congé de paternité)

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Président du Centre de Gestion,
- Monsieur le Comptable de la Collectivité.

Fait à _____ le _____,

Le Maire (ou Le Président),

Nom :

Prénom :

Signature :

Le Maire (ou le Président)

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux Mois à compter de la présente notification.
Notifié le

Signature de l'agent :